

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
Cité Administrative  
Bât. A  
24016 Périgueux

Périgueux, le 24/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Syndicat Mixte Départemental de gestion des Déchets ménagers et assimilés de la Dordogne  
(SMD3)**

La rampinsolle

--

24660 Coulounieix Chamiers

Références : DD/UbD24-47/030/2026  
Code AIOT : 0100032618

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2026 dans l'établissement Syndicat Mixte Départemental de gestion des Déchets ménagers et assimilés de la Dordogne (SMD3) implanté 1 Impasse de Charbonnieras -- 24660 Coulounieix-Chamiers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Syndicat Mixte Départemental de gestion des Déchets ménagers et assimilés de la Dordogne (SMD3)
- 1 Impasse de Charbonnieras -- 24660 Coulounieix-Chamiers
- Code AIOT : 0100032618

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Sur la zone d'activité de la Rampinsolle située sur la commune de Coulounieix-chamiers (24), le Syndicat Départemental des Déchets de Dordogne (SMD3) a été autorisé, par arrêté préfectoral du 26/09/2024, à exploiter un centre de tri des déchets d'emballages ménagers d'une capacité de 45 000 t/an.

Le centre succède aux activités de tris actuelles des sites exploités à Coulounieix-Chamiers et Marcillac Saint Quentin qui seront mises à l'arrêt.

Les activités du centre de tri de Coulounieix-Chamiers s'articulent autour de zones distinctes :

- Un hall amont de 3 000 m<sup>2</sup> où seront déchargés en alvéoles les déchets de collecte sélective ;
- Un hall process de 2 640 m<sup>2</sup> permettant de traiter les flux de déchets puis de les séparer suivant 12 matières (métaux, films PE, cartons, papiers, PET, etc) ainsi que 7 tables de tri manuel ;
- Un hall aval : 2 073 m<sup>2</sup> où sont regroupés les déchets triés avant expédition

Les refus de tri seront centralisés vers la table de sur-tri des refus.

Une fois le sur-tri réalisé, les refus sont conditionnés et stockés au moyen de caissons de compaction d'un volume unitaire de 30 m<sup>3</sup>.

Les caissons de compaction sont situés à l'extérieur du bâtiment process avec un accès pour la récupération des caissons pleins.

Le centre de tri des emballages ménagers permettra le tri de 45 000 t/an pour un fonctionnement de 5 jours par semaine. La capacité de tri est de 15 t/h. La production sera assurée par les équipes du matin et de l'après-midi, tandis que la maintenance sera assurée par une équipe de nuit.

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Comportement au feu	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6 - I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Installations électriques et mise à la terre	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Entreposage des déchets combustibles ou	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6 - IV	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	inflammables.		
3	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 - I	Sans objet
4	Voies "engins"	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 - II	Sans objet
6	moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 - I	Sans objet
7	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 - II	Sans objet
9	Contrôle de la radioactivité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. III a)	Sans objet
10	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'exploitant était en phase de réglages finaux des machines, visant à optimiser leur fonctionnement et prévenir tout risque de bourrage.

Le projet a été mené dans les temps et le budget prévu, avec la participation d'une cinquantaine d'entreprises intervenant sur le site.

Bien que certains aménagements restent à finaliser, le centre de tri est désormais opérationnel et prêt pour son démarrage officiel début février 2026.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Comportement au feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6 - I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions constructives
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'ensemble de la structure est R15 ;</li> <li>• les matériaux sont de classe A2s1d0. Pour les éléments de support de couverture, cette disposition ne s'applique pas si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque d'incendie, par la direction générale chargée de la sécurité civile du ministère chargé de l'intérieur et si le bâtiment ne contient pas de déchets inflammables ;</li> <li>• les toitures et couvertures de toiture sont de classe BROOF (t3).</li> </ul> <p>Les autres bâtiments présentent respectent au moins une des trois conditions suivantes :</p> <p>i) Ils présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p>

- matériaux de classe A2s1d0 ;
- murs extérieurs E 30 ;
- murs séparatifs E 30 ;
- portes et fermetures E 30 ;
- toitures et couvertures de toiture BROOF (t3) ;

ii) Ils sont protégés par un mur séparatif REI 120 jusqu'en sous-face de toiture ;

iii) Ils sont séparés des bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables par une distance libre d'au moins 10 mètres.

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

S'il existe une chaufferie, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet.

#### **Constats :**

Les bâtiments présentent, selon l'exploitant, les caractéristiques constructives suivantes:

- murs séparatifs REI120
- Toiture BROOF (t3)
- porte coupe feu REI 120

Des rideaux d'eau sont placés au niveau des passages des convoyeurs permettant de passer d'un hall à un autre.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra les justificatifs attestant des caractéristiques techniques du bâtiment.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 2 : Entreposage des déchets combustibles ou inflammables.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6 - IV

**Thème(s) :** Situation administrative, Dispositions constructives

#### **Prescription contrôlée :**

Dans les zones susceptibles de contenir des déchets, les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots.

La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.

La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.

Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.

Les îlots situés en entreposage extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des

bâtiments de l'installation. Cette distance peut être supprimée si l'une des deux conditions suivantes est respectée :

- le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur ;
- ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie complété par des moyens automatiques fixes de refroidissement installés sur les parois externes du bâtiment, par exemple un rideau d'eau. Le déclenchement automatique n'est pas requis pour un îlot lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans cet îlot est inférieure à 10 m<sup>3</sup> de déchets combustibles ou à 1 m<sup>3</sup> de déchets inflammables.

Les dispositions concernant l'entreposage des déchets combustibles ou inflammables ne s'appliquent pas aux petits îlots.

**Constats :**

Les déchets sont déchargés à l'intérieur du hall amont, dans une zone spécialement aménagée. Cette zone est compartimentée en 5 îlots distincts, séparés par des murs coupe-feu de résistance R120 (120 minutes).

Pour des raisons de sécurité, la hauteur de stockage ne doit pas dépasser cinq mètres. Afin d'éviter le risque d'effet domino entre les îlots, l'exploitant a clairement matérialisé la limite de stockage à l'aide d'un marquage rouge visible sur les parois.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Accessibilité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 - I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Accessibilité

**Prescription contrôlée :**

L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins des services d'incendie et de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Une des façades de chaque bâtiment fermé est équipée d'ouvrants présentant une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre.

**Constats :**

L'établissement dispose d'une voie d'accès suffisamment dimensionnée pour permettre le passage des services de secours.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Voies "engins"**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 - II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Au moins une voie « engins » est maintenue dégagée pour : <ul style="list-style-type: none"><li>• la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;</li><li>• l'accès au bâtiment ;</li><li>• l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ;</li><li>• l'accès aux aires de stationnement des engins pompes.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'établissement dispose d'une "voie engin" permettant aux véhicules de secours de: <ul style="list-style-type: none"><li>• circuler autour du bâtiment</li><li>• accéder au différents "Halls"</li><li>• d'accéder aux aires de stationnement des engins pompes.</li></ul> En raison de travaux en cours, seule une des deux aires prévues pour la mise en station des engins élévateurs aériens est actuellement accessible.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Désenfumage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle. Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'émettre des émissions odorantes lorsque leur entreposage en intérieur est possible. La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2% de la surface au sol du bâtiment.
<b>Constats :</b>  L'inspection a relevé que le hall amont et le hall aval étaient divisés respectivement en 3 et en 2 cantons. Les systèmes de désenfumages sont activés manuellement.

L'inspection a constaté la présence de la commande de désenfumage du hall amont (identifiée B1) située à côté de la porte d'accès piéton.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant justifiera que la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2% de la surface au sol du bâtiment. L'exploitant justifiera que les exutoires sont aussi à commandes automatique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 - I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• [...]</li> <li>• d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.</li> </ul> Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimales et maximales permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;</li> <li>2. des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.</li> </ol> Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</li> </ul> Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m <sup>3</sup> /h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ; <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  L'établissement est doté des moyens de défense incendie suivant:



- réserve incendie de 240 m3 équipée de 2 raccords
- de RIA
- d'extincteurs
- d'un sprinklage alimenté par une réserve d'eau (autre que la réserve incendie)
- d'une borne incendie située au niveau du portail d'accès et pouvant délivrer 60 m3 d'eau par heure
- de rideaux d'eau au droit des passages des convoyeurs.
- de détections automatiques.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra transmettre un procès-verbal rédigé par les services de secours attestant que les moyens mis à leur disposition leur conviennent.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Détection et surveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 - II

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositions constructives

**Prescription contrôlée :**

Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela. Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas « aux » petits îlots.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle. "

**Constats :**

Des caméras thermiques ont été stratégiquement installées en plusieurs points clés de l'établissement.

Celui-ci est également doté d'un système de détection automatique qui, en cas d'anomalie, déclenche une alarme qui est renvoyée :

- à la centrale de télésurveillance,
- directement sur les téléphones des responsables du site.

Enfin, une équipe de deux techniciens de maintenance assure une présence nocturne pour intervenir en cas de nécessité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Installations électriques et mise à la terre

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents

##### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.

##### **Constats :**

Le nouveau centre de tri est en période de réglage.

Les installations électriques sont neuves. Aucun contrôle n'a été réalisé pour le moment.

##### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra transmettre le Consuel attestant de la conformité des installations électriques.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 9 : Contrôle de la radioactivité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. III a)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Dispositions d'exploitation

##### **Prescription contrôlée :**

L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.

a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :

- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;

##### **Constats :**

Les déchets sont réceptionnés du lundi au vendredi. Leur stockage s'effectue par rotation, avec une capacité permettant de les conserver pendant quatre jours et demi.

L'apport des déchets se fait au niveau du hall amont tandis que l'enlèvement des déchets triés,

<p>sous forme de balles, se fait au droit du hall aval.</p> <p>Avant d’être autorisés à décharger, tous les poids lourds doivent franchir un portique de détection de radioactivité installé en amont du pont-bascule. En cas de détection positive, le camion est immédiatement dirigé vers une aire de confinement spécifique, située à côté du pont-bascule, où il reste jusqu’à la fin des vérifications, soit durant 72 heures.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Collecte des effluents**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions dans l'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés.</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales.</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bassin de rétention des eaux d'incendie et des eaux de voirie est aménagé et opérationnel.</p> <p>En sortie du bassin, l'inspection a noté la présence de deux séparateurs hydrocarbures.</p> <p>Enfin, les eaux de voirie transitent par un géotextile avant de s'infiltrer dans le milieu.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>